

GEROLD BÜHRER

NOUS PAIERONS TOUS LA NOTE AMÉRICAINE

INTERVIEW. Le président d'économiesuisse se dit prêt à jouer le rôle d'intermédiaire entre la finance et l'économie.

PROPOS RECUEILLIS PAR
PATRICK OBERLI

Aux yeux de Gerold Bühler, le désastre engendré par la crise financière a au moins un côté positif: il est l'occasion de recréer le dialogue entre les mondes industriel et financier. Dans ce sens, l'appel de Nicolas G. Hayek, patron de Swatch Group, en faveur de la création d'une Internationale des entrepreneurs (*lire L'Hebdo du 10 septembre 2008*), est une initiative qui réjouit le patron d'économiesuisse.

La destruction de richesse par la Bourse irrite de nombreux industriels. Parmi ceux-ci, Nicolas G. Hayek, qui n'a pas hésité à demander une mobilisation de l'économie réelle. Comment avez-vous réagi?

Je n'ai pas été surpris. Nous en avons parlé. L'intérêt d'économiesuisse est d'être un acteur crédible face au monde politique. Le fait d'avoir le soutien de personnalités pour contribuer à améliorer le rôle et l'image de l'entrepreneur dans la société est très positif. Si Nicolas G. Hayek souhaite créer un espace de dialogue entre la finance et l'économie réelle, je suis prêt à jouer un rôle d'intermédiaire, fort de mes expériences diverses. J'ai travaillé dans l'industrie, la banque et suis actif politiquement. Nous restons en contact avec les milieux

concernés et l'on verra ce qui se développera.

Le patron de Swatch Group s'est montré très critique envers les banques...

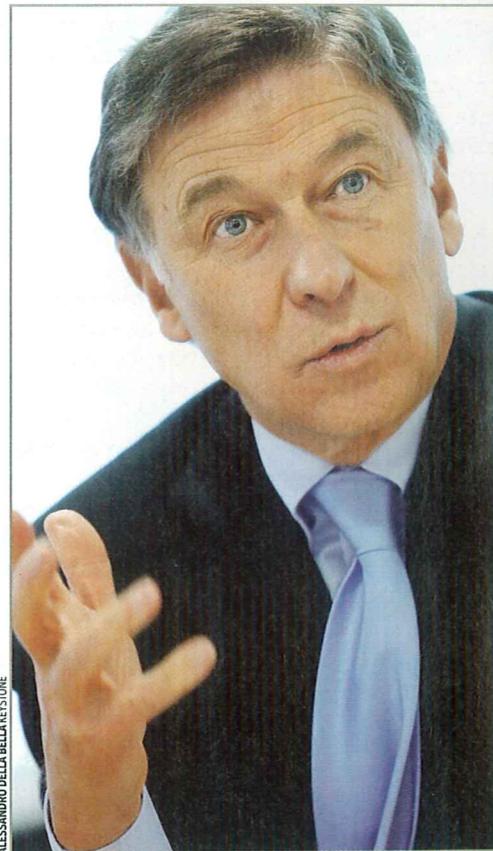
Il n'a pas mis tous les banquiers dans le même panier. Ce qu'il a critiqué, ce sont les stratégies à court terme. Je suis en général aussi critique envers les acteurs économiques qui ont cette mentalité. Je déplore aussi que certains managers restent suspendus aux résultats trimestriels. Un grand danger pour l'économie mondiale, c'est que l'orientation vers du profit immédiat prenne le dessus. Nous avons besoin d'une vision et d'instruments à long terme, dans l'intérêt d'une croissance durable.

La tempête qui a emporté la Banque Lehman Brothers est-elle l'illustration de cet américanisme destructeur?

Si vous analysez la crise des *subprimes*, le cas Lehman Brothers constitue un exemple dans un système qui, de temps en temps, occasionne ça et là des excès. Finalement, le libre marché est le seul capable, à long terme, de garantir le bien-être et le progrès. Malheureusement – et c'est dans la nature des choses – ce système engendre à intervalles réguliers des crises financières. Il faut aussi rappeler que ces excès peuvent être le résultat d'un manque de recul dans la politique de rémunération. Cette fois, la crise est aussi la conséquence d'un système de bonus sans horizon. Je reste favorable à ce qu'une part variable demeure dans les salaires. Mais celle-ci doit se calculer sur une période de trois, quatre ou cinq ans, et non pas être liée à des résultats à très court terme.

Est-ce que la mentalité américaine a détruit l'économie mondiale?

Je ne réduirais pas cette mentalité à un seul pays. Il s'agit plus généralement d'un état d'esprit orienté sur le très court terme. L'économie américaine représente encore 22% de l'économie mondiale. La crise financière aux Etats-Unis se répercutera donc ailleurs. D'autant que les institutions financières sont très imbriquées. Tout le monde va payer le prix des erreurs, car il s'agit d'erreurs, et elles ont effectivement été commises dans ce pays. Mais n'oublions pas qu'il y a aussi des bulles dans l'immobilier chinois, espagnol ou anglais.



ALESSANDRO DELLA VESTIGIONE

PROFIL

GEROLD BÜHRER

1948 Naissance dans le canton de Schaffhouse où il réside toujours. Marié, deux enfants.

1973 Entre à l'UBS qu'il ne quittera qu'en 1989 pour le groupe industriel +GF+ Georg Fischer.

1991 Election au Conseil national sous les couleurs du Parti radical. Il y siège toujours.

2006 Prend la présidence d'économiesuisse.

Administrateur de plusieurs sociétés, dont +GF+, Swiss Life, Züblin et Bank Sal. Oppenheim Schweiz.

N'assiste-t-on pas à la faillite de la Bourse actuelle?

Non, mais des améliorations sont toujours possibles et on doit les réaliser. Par exemple, en Suisse, la Commission fédérale des banques (CFB) cherche aujourd'hui à mieux stabiliser le système. Je suis ouvert à toute amélioration. Cependant, même avec un système amélioré, le facteur humain, vecteur d'imperfections, subsistera. Aussi longtemps qu'on aura un marché ouvert, on connaîtra des cycles, des exagérations et des moments où les émotions supplanteront la raison. L'essentiel est de se concentrer sur la manière de mieux endiguer les possibles excès.

C'est-à-dire?

Nous avons besoin d'un dialogue intensif entre les différents acteurs économiques que sont les banques, la Bourse, les analystes financiers et les tenants de l'économie réelle. L'économie a besoin d'une place financière efficace, capable de fournir des capitaux pour les investissements des entreprises. Cette crise – il y a toujours un aspect bénéfique – nous donnera l'occasion d'analyser la situation. Mais il ne faut pas agir dans la précipitation. Je préfère prendre du recul avant d'entamer ce chantier.

La solidité des banques passe-t-elle par une augmentation des fonds propres, comme le demandent la Banque nationale suisse (BNS) ou la CFB?

Je partage les soucis des autorités de contrôle et je pense qu'il faut prendre cette direction. Un coussin de sécurité n'est jamais de trop. Le seul point sur lequel je ne suis pas d'accord concerne l'introduction d'un *leverage ratio*, à

savoir une exigence relative au taux d'endettement des fonds propres. Nous avons besoin d'une approche différenciée selon le type d'activités d'une banque. Aux Etats-Unis, une telle réglementation existe déjà, ce qui n'a pas empêché la crise, ni des faillites retentissantes. Nous ne devons pas seulement évaluer la solidité des banques au regard des capitaux propres, mais aussi tenir compte de la qualité de leurs liquidités. Un bilan peut être très différent selon l'agressivité de la banque.

«LA RECHERCHE DU PROFIT IMMÉDIAT EST UN VRAI DANGER.»

Gerold Bühler

La Suisse peut-elle faire cavalier seul?

Evidemment non. Un aspect primordial réside dans la nécessaire coordination entre les grandes places financières, pour éviter des distorsions de concurrence. Mais la coordination ne doit pas être totale au point de remettre en question les particularités historiques des différentes places financières, tel le secret professionnel du banquier pour la Suisse. Rappelons enfin que la mise en œuvre des mesures au niveau du cadre réglementaire prendra du temps.

Une faillite bancaire est-elle possible en Suisse?

C'est le scénario du pire et, dans cette hypothèse, l'économiesuisse ne peut pas intervenir. La responsabilité revient à la CFB, à la BNS et au Conseil fédéral. Je sais que ces derniers ont envisagé tous les scénarios. La Suisse est prête à affronter les pires défis. Toutefois, je suis résolument convaincu que cela ne se passera pas. ◦